

ASSOCIATION LA VOIX DES FEMMES

1020 Quartier du Grand Parc

14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DECEMBRE 2023

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

ESPACE D'ENTREPRISES II • 14, RUE MARTIN LUTHER KING • 14280 SAINT-CONTEST

TEL. : 02 31 43 70 80 • FAX : 02 31 43 91 43 • CONTACT@FIDEIS-AUDIT.COM • WWW.FIDEIS-AUDIT.COM

Société de Commissariat aux Comptes. Membre de la Compagnie Régionale de Caen. S.A.R.L. au capital de 8 894 92 euros. SIREN 393 958 525 RCS Caen

ASSOCIATION LA VOIX DES FEMMES

1020 Quartier du Grand Parc

14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DECEMBRE 2023

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

ASSOCIATION LA VOIX DES FEMMES

1020 Quartier du Grand Parc

14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs, les adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA VOIX DES FEMMES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous portons à votre connaissance que les appréciations auxquelles nous avons procédé, ont porté les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions. Nous avons vérifié le cadre conventionnel des subventions reçues de la part des financeurs, ainsi que leur correcte comptabilisation en relation avec leur objet, leur montant et leur période.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies

significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

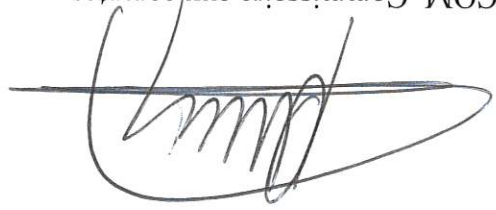
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois appelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Contest, le 17 Juin 2024



SOCOM, Commissaire aux comptes
Vincent GAMBET

COMPTES de régularisation		ACTIF CIRCULANT		ACTIF IMMOBILISE	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)		Immobilisations incorporelles :	
		Primes de remboursement des obligations (IV)		Frais d'établissement	
		Ecart de conversion Actif (V)		Frais de recherche et de développement	
				Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	
				Fonds commercial	
		Charges constatées d'avance		Autres	
		Disponibilités		Avances et acomptes	
		Valeurs mobilières de placement :		Immobilisations corporelles :	
		Actions propres		Terrains	
		Autres titres		Constructions	
				Installations techniques, matériel et outillages industriels	
				Autres	
		Créances Clients et Comptes rattachés		Immobilisations corporelles en cours	
		Autres		Avances et acomptes	
		Capital souscrit - appelé non versé		Immobilisations financières :	
				Participations	
				Créances rattachées à des participations	
				Autres titres immobilisés	
				Prêts	
				Autres	
		Total I		Total I	
		Stock et en-cours :			
		Matières premières et autres approvisionnements			
		En-cours de production (biens et services)			
		Produits intermédiaires et finis			
		Marchandises			
		Avances et acomptes versés sur commandes			
		Créances :			
		Créances Clients et Comptes rattachés			
		Autres			
		Autres			
		Capital souscrit - appelé non versé			
		Valeurs mobilières de placement :			
		Actions propres			
		Autres titres			
		Disponibilités			
		Charges constatées d'avance			
		Total II			
		Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)			
		Primes de remboursement des obligations (IV)			
		Ecart de conversion Actif (V)			
		TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)			

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1	
FONDS PROPRES	FONDS REPORTES ET DEDIES	PROVISIONS	DETTES	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	
				Ecart de conversion Passif (V)	
Fonds propres sans droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Fonds propres avec droit de reprise Fonds statutaires Fonds propres complémentaires Ecart de réévaluation Réserves Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres Report à nouveau Excédent ou déficit de l'exercice <i>Situation nette</i>	Total I Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés	Total II Provisions pour risques Provisions pour charges	Total III Dettes financières : Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières diverses Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes d'exploitation : Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés Autres dettes Instruments de trésorerie Produits constatés d'avance	Total IV Ecart de conversion Passif (V)	101 604,78 54 281,73
Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Fonds propres avec droit de reprise Fonds statutaires Fonds propres complémentaires Ecart de réévaluation Réserves Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres Report à nouveau Excédent ou déficit de l'exercice <i>Situation nette</i>	Total I Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés	Total II Provisions pour risques Provisions pour charges	Total III Dettes financières : Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières diverses Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes d'exploitation : Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés Autres dettes Instruments de trésorerie Produits constatés d'avance	Total IV Ecart de conversion Passif (V)	101 604,78 54 281,73

PRODUITS			Exercice N	Exercice N-1
Produits d'exploitation :	Ventes de marchandises	53 382,74	63 846,90	63 846,90
	Production vendue (biens et services)	3 362,33	2 748,17	66 595,07
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires		56 745,07		
Produits stockés	Production stockée	219 970,64	143 141,00	143 141,00
	Subventions d'exploitation	3 300,02	1 683,44	1 683,44
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs	4 518,38	20 073,82	20 073,82
	Autres produits	4 250,01	4 864,67	4 864,67
Sous-total B		232 039,05	169 762,93	169 762,93
Total produits d'exploitation (I)		288 784,12	236 358,00	236 358,00
Charges d'exploitation :	Achats de marchandises	52 224,94	63 240,75	63 240,75
	Variation de stock	-776,21	169,11	169,11
Achats de matières premières et autres approvisionnements	Variation de stock	6 966,98	5 024,12	5 024,12
Autres achats et charges externes	Impôts, taxes et versements assimilés	21 432,08	24 211,13	24 211,13
	Salaires et traitements	115 973,57	108 878,86	108 878,86
Charges sociales	Dotations aux amortissements et aux provisions :	41 397,11	38 649,93	38 649,93
	Sur immobilisations : dotations aux provisions	191,27	521,41	521,41
Sur actif circulant : dotations aux provisions	Sur immobilisations : dotations aux provisions			
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			
Engagements à réaliser sur subventions attribuées	Engagements à réaliser sur dons manuels affectés	44 515,40	4 767,00	4 767,00
	Autres charges	319,58	31,49	31,49
Total Charges d'exploitation (II)		284 777,99	247 954,62	247 954,62
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		4 006,13	-11 596,62	-11 596,62
Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun (III)	Produits financiers :	0,00	0,00	0,00
	De participation	814,56	524,10	524,10
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	Autres intérêts et produits assimilés			
	Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
	Total Produits financiers (IV)	814,56	524,10	524,10
Dotations aux amortissements et aux provisions	Intérêts et charges assimilés			
	Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	Total charges financières (V)	0,00	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (IV-V)		814,56	524,10	524,10
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III+IV-V)		4 820,69	-11 072,52	-11 072,52
Produits exceptionnels :	Sur opérations de gestion	8 239,70	835,00	835,00
	Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges	Total produits exceptionnels (VI)	0,00	178,31	178,31
Sur opérations de gestion	Charges exceptionnelles :			
	Sur opérations de gestion	0,00	25,00	25,00
Sur opérations en capital	Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00	25,00	25,00
	Total charges exceptionnelles (VII)	0,00	25,00	25,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI-VII)		8 239,70	988,31	988,31
Impôts sur les bénéfices (VI)		0,00	0,00	0,00
Total des produits		297 838,38	237 895,41	237 895,41
Total des charges		284 777,99	247 954,62	247 954,62
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)		13 060,39	-10 084,21	-10 084,21

ANNEXE

PREAMBULE

L'association La Voix des Femmes a pour objet la promotion, l'insertion professionnelle, sociale et culturelle de toutes et de tous. Elle met en œuvre pour la population de Caen la Mer : la coopération entre les personnes de cultures différentes, la solidarité, l'insertion professionnelle, économique et socioculturelle, les échanges culturels, le développement d'activités éducatifs et de loisirs, et ce dans une démarche d'éducation populaire. Pour mener à bien ses missions, elle dispose de trois médiatrices salariées et d'une secrétaire ainsi qu'une équipe de 30 bénévoles (pour l'animation des ateliers collectifs, les permanences d'accueil et l'épicerie sociale).

L'exercice comptable clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 101 604,78 euros.
Le résultat net comptable est un excédent de 13 060,39 euros.

PRINCIPES – REGLES – METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).
Les amortissements des immobilisations sont calculés selon la méthode linéaire et suivant la durée de vie prévue des biens soit :

-	Logiciels	1 à 3 ans
-	Installations générales et aménagements	3 à 5 ans
-	Matériels industriels	2 à 5 ans
-	Matériels de bureau et informatique	3 ans
-	Mobilier	3 à 5 ans
-	Matériels audio/vidéo	2 à 3 ans

ANNEXE

FAIT MARQUANT :

Néant

CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE

Les contributions volontaires en nature ne sont pas comptabilisées, l'association n'ayant pas mis en place les outils nécessaires.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

I - Bilan actif

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations :

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	349,11			349,11
Immobilisations corporelles	29 599,38		1 681,98	27 917,40
Immobilisations financières	1 366,00	1 150,00	1 150,00	1 366,00
TOTAL	31 314,49	1 150,00	2 831,98	29 632,51

Tableau des amortissements :

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	349,11			349,11
Immobilisations corporelles	29 319,37	191,27	1 681,98	27 828,66
Immobilisations financières	0,00	191,27		191,27
TOTAL	29 668,48	191,27	1 681,98	28 177,77

Actif circulant

Créances	Montant brut	à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Avances & acomptes versés sur commande	14 476,27	14 476,27		
Créances Clients et Comptes rattachés	4 509,30	4 509,30		
Autres créances	2 397,33	2 397,33		
Charges constatées d'avance	21 382,90	21 382,90		
TOTAL	21 382,90	21 382,90		

Les créances clients sont uniquement constituées de 3 factures du CCAS pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2023.

ANNEXE

Les autres créances sont essentiellement constituées de 3 soldes de subvention à percevoir pour un montant cumulé de 1 361,64 € et une subvention ANDES CNES 2018 pour un montant de 3 065,38 €.

Disponibilités

Au 31/12/2023, l'association dispose en trésorerie de 79 191,89 € :

- Compte bancaire courant
- Compte livret A
- Caisses

787,36€
77 305,03 €
1 099,50 €

2 - Bilan passif

Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	6 935,12	-10 084,21			-3 149,11
Excédent ou déficit de l'exercice	-10 084,21	10 084,21	13 060,39		
Situation nette	-3149,11	0,00	13 060,39		9 911,28
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	-3149,11	0,00	13 060,39		9 911,28

ANNEXE

Fonds reportés et dédiés

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Subvention DRDFE 2018	1 800,00	824,00		824,00
Action "Prévention Cyber-harcèlement"				
Subvention CCAS 2018	2 000,00	173,00		173,00
Action "Prévention Cyber-harcèlement"				
Subvention FDVA 2020	6 000,00	745,00	139,65	605,35
Renforcement de l'engagement féminin				
Subv. Ville HSC, Département 14, DDCS	8 960,00	323,00		323,00
Action MEBE 2020				
Subv. Ville HSC, Dép. 14, DDCS, Caen la Mer	15 720,00	4 429,82	2 554,61	1 875,21
Action MEBE 2021				
Subvention DREETS 2021	6 000,00	2 290,00	2 146,56	143,44
Répites de talents dans les quartiers prioritaires				
Subvention DREETS 2022				
Accompagnement réfugiés et primo-arrivants	8 000,00	4 767,00	4 518,38	248,62
Subvention DRDJSCS 2023	10 000,00	10 000,00	6 400,00	3 600,00
«un pas vers l'autonomie"				
Subvention DRDFE 2023	15 000,00	15 000,00	3 757,78	11 242,22
EnSANGble, luttons contre la précarité menstruelle !				
DREETS Normandie FAAD	11 753,00	11 753,00	1 905,88	9 847,12
Bien dans son assiette, bien dans sa tête				
DREETS Normandie Pauvreté	25 000,00	25 000,00	6 126,69	18 873,31
professionnelles, une affaire de toutes et de tous				
Subvention DREETS Discriminations	2 500,00	2 500,00	1 547,25	952,75
Ensemble contre les discriminations				
TOTAL	112 733,00	77 804,82	29 096,80	48 708,02

ANNEXE

Provision indemnité de départ à la retraite

Si la provision concernant les indemnités de départ à la retraite des salariées de l'association était comptabilisée son montant s'élèverait à 66 969 € (voir détail ci-après) :

Salariées	Embauche	Fin d'exercice	Nbre de jours ancienneté	Nbre d'année ancienneté	Salaire brut de référence	Indemnité brute départ retraite	Charges sociales de référence	Ch. soc. s/indemn. départ en retraite
MOUNKAR	Baye	01/11/2000	8460	23,18	2 778,25	19 149,63	1 097,03	7 561,49
GAUMERD	Majida	08/10/2001	8119	22,24	2 484,70	16 352,50	981,10	6 456,89
TERRY	Catherine	17/10/2005	6649	18,22	2 387,82	12 509,34	942,85	4 939,41
48 011								
18 958								

Dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts et dettes financières diverses	5 335,72			5 335,72
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	16 535,37	16 535,37		
Dettes fiscales et sociales	18 361,06	18 361,06		
Autres dettes	2 753,33	2 753,33		
Produits constatés d'avance	2 753,33			
TOTAL	42 985,48	37 649,76		5 335,72

Les dettes fiscales et sociales sont constituées des charges sociales liées au personnel qui seront réglées au cours du mois de janvier 2024 (dont 10 845,86 € de provision pour congés payés).

ASSOCIATION LA VOIX DES FEMMES

1020 Quartier du Grand Parc

14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023

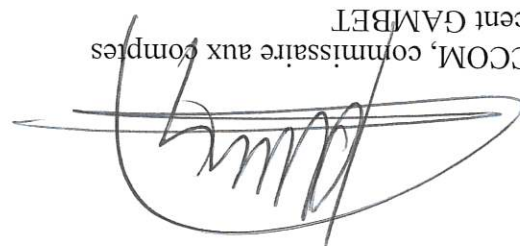
En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L 612-5 du Code du Commerce.

Fait à Saint Contest, le 17 juin 2024


SOCOM, commissaire aux comptes
Vincent GAMBET